

**SES – DISSERTATION****L'action publique en faveur de l'environnement se heurte-t-elle à des limites ?****Corrigé*****Introduction***

Face au réchauffement climatique, à l'érosion de la biodiversité ou encore aux différentes formes de pollution, la protection de l'environnement est devenue un enjeu majeur pour les États et les organisations internationales. Depuis plusieurs décennies, les pouvoirs publics mettent en place des politiques environnementales visant à limiter les atteintes à l'environnement : réglementations, taxes écologiques, subventions aux énergies renouvelables ou encore accords internationaux.

Cependant, malgré ces interventions, les dégradations environnementales persistent. Les émissions mondiales de gaz à effet de serre restent élevées et les politiques environnementales rencontrent souvent des oppositions économiques, sociales ou politiques. L'action publique semble donc à la fois indispensable et limitée.

L'action publique désigne l'ensemble des interventions des pouvoirs publics pour répondre à un problème collectif. Elle peut être menée à différentes échelles : locale, nationale ou internationale.

Dès lors, on peut se demander si l'action publique en faveur de l'environnement se heurte à des limites.

Nous verrons d'abord que l'action publique joue un rôle essentiel dans la protection de l'environnement, avant de montrer qu'elle rencontre néanmoins d'importantes limites économiques, sociales et internationales.

**I. L'action publique est indispensable pour protéger l'environnement*****Les pouvoirs publics cherchent à corriger les défaillances du marché***

Les problèmes environnementaux constituent souvent des défaillances du marché.

En effet, certaines activités économiques génèrent des externalités négatives : les entreprises ou les consommateurs polluent sans supporter entièrement les coûts environnementaux de leurs activités. Par exemple, les émissions de CO<sub>2</sub> contribuent au réchauffement climatique mais leurs conséquences sont supportées par l'ensemble de la société.

L'intervention publique vise donc à internaliser ces externalités en modifiant les comportements des agents économiques.

Arthur Cecil Pigou a ainsi montré que les taxes environnementales permettent de faire payer les pollueurs afin d'inciter à réduire les émissions polluantes.

Les pouvoirs publics utilisent différents instruments :

- réglementation ;
- fiscalité écologique ;
- marchés de quotas d'émission ;
- subventions aux activités moins polluantes.

L'action publique apparaît donc nécessaire pour limiter les atteintes à l'environnement.

***Les politiques environnementales peuvent modifier les comportements économiques***

Les politiques publiques ont permis certaines avancées environnementales importantes.

Les réglementations imposant des normes antipollution ont contribué à réduire certaines émissions industrielles ou automobiles. Les aides publiques favorisent également le développement des énergies renouvelables ou des transports moins polluants.

Par ailleurs, les taxes écologiques cherchent à orienter les comportements des consommateurs et des producteurs. Une hausse du prix des énergies fossiles peut inciter à réduire leur consommation ou à investir dans des technologies plus propres.

L'action publique joue également un rôle dans la sensibilisation des populations aux enjeux environnementaux :

- campagnes d'information ;
- éducation à l'environnement ;
- soutien à la transition énergétique.

Ainsi, les politiques environnementales peuvent transformer progressivement les comportements

***La coopération internationale permet de traiter des problèmes mondiaux***

Les problèmes environnementaux dépassent souvent les frontières nationales.

Le changement climatique ou la préservation de la biodiversité nécessitent donc une coopération internationale. Des accords internationaux ont été mis en place afin de coordonner les actions des États.

Par exemple, l'Accord de Paris vise à limiter le réchauffement climatique mondial en encourageant les États à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Les organisations internationales jouent également un rôle important dans l'expertise scientifique et la coordination des politiques environnementales.

L'action publique internationale constitue donc un élément essentiel de la protection de l'environnement.

## **II. Toutefois, l'action publique en faveur de l'environnement rencontre d'importantes limites**

### ***Les politiques environnementales peuvent se heurter à des contraintes économiques et sociales***

Les mesures environnementales peuvent avoir un coût économique important.

Les entreprises peuvent considérer certaines réglementations comme un frein à leur compétitivité, notamment face à des concurrents étrangers soumis à des normes moins strictes. Certaines activités polluantes restent également essentielles pour l'emploi dans certains territoires.

Par ailleurs, les politiques écologiques peuvent accentuer certaines inégalités sociales. Les taxes sur les carburants ou l'énergie touchent souvent davantage les ménages modestes, qui consacrent une part plus importante de leurs revenus aux dépenses contraintes.

Le mouvement des Gilets jaunes en France a montré que certaines politiques environnementales peuvent susciter de fortes oppositions lorsqu'elles sont perçues comme injustes socialement.

L'action publique doit donc arbitrer entre protection de l'environnement, croissance économique et justice sociale.

### ***Les comportements des acteurs économiques restent difficiles à transformer***

Même lorsque des politiques environnementales existent, leur efficacité peut être limitée.

Les habitudes de consommation évoluent lentement. De nombreux ménages restent dépendants de la voiture individuelle ou des énergies fossiles, notamment dans les zones rurales ou périurbaines.

Les entreprises peuvent également chercher à contourner certaines réglementations ou déplacer leurs activités vers des pays moins contraignants, phénomène appelé "dumping environnemental"

Par ailleurs, certains effets rebond limitent les gains environnementaux : une amélioration de l'efficacité énergétique peut conduire à une augmentation globale de la consommation.

Ainsi, les comportements économiques et sociaux ne se transforment pas toujours aussi rapidement que les objectifs environnementaux l'exigeraient.

### ***La gouvernance mondiale de l'environnement reste limitée***

L'action publique internationale rencontre également de nombreuses difficultés.

Les États ont des intérêts économiques et géopolitiques différents. Certains pays émergents estiment que les pays développés, historiquement responsables d'une grande partie des émissions polluantes, doivent supporter une part plus importante des efforts.

De plus, les accords internationaux reposent souvent sur des engagements volontaires difficiles à faire respecter. Il n'existe pas de véritable gouvernement mondial capable d'imposer des sanctions efficaces à l'ensemble des États.

Enfin, les enjeux environnementaux s'inscrivent dans le long terme, alors que les responsables politiques sont souvent soumis à des contraintes électorales de court terme.

L'action publique environnementale se heurte donc à des limites institutionnelles et politiques importantes.

### ***Conclusion***

L'action publique joue un rôle indispensable dans la protection de l'environnement. En corrigeant les défaillances du marché, en réglementant les activités polluantes et en encourageant la transition écologique, les pouvoirs publics peuvent modifier les comportements économiques et limiter certaines dégradations environnementales.

Cependant, cette action rencontre de nombreuses limites. Les contraintes économiques et sociales, les résistances des acteurs économiques, les difficultés de coopération internationale et les arbitrages politiques réduisent parfois l'efficacité des politiques environnementales.

Ainsi, l'action publique reste essentielle mais elle ne peut être pleinement efficace sans coopération internationale, transformations des modes de production et évolution des comportements individuels et collectifs.

## **Commentaires méthodologiques pour réussir une bonne copie**

### **Bien analyser le sujet**

Le sujet demande :

- de montrer l'utilité de l'action publique ;
- mais aussi ses limites.

L'expression « se heurte-t-elle à des limites » impose une réponse nuancée.

Il faut éviter :

- une copie uniquement écologique ;
- ou au contraire une copie affirmant que l'action publique est totalement inefficace.

## Définir les notions essentielles

- Action publique : Intervention des pouvoirs publics pour résoudre un problème collectif.
- Environnement : Ensemble des milieux naturels et des ressources naturelles.
- Limites : Obstacles économiques, sociaux, politiques ou internationaux réduisant l'efficacité des politiques environnementales.

## Mobiliser les notions du programme

Une bonne copie utilise :

- externalités négatives ;
- biens communs ;
- réglementation ;
- fiscalité écologique ;
- quotas d'émission ;
- développement durable ;
- dumping environnemental.

Il faut expliquer les mécanismes économiques.

## Mobiliser les auteurs et références importantes

Une bonne copie peut citer :

- Arthur Cecil Pigou → taxes environnementales ;
- éventuellement : Elinor Ostrom sur la gestion collective des biens communs.

Il faut également utiliser des exemples concrets :

- Accord de Paris ;
- marché européen du carbone ;
- Gilets jaunes ;
- transition énergétique.

## Construire un plan clair

Plan classique efficace :

I. L'action publique est nécessaire pour protéger l'environnement

- défaillances du marché ;
- instruments des politiques environnementales ;
- coopération internationale.

II. Mais elle rencontre des limites importantes

- coûts économiques et sociaux ;
- difficultés à changer les comportements ;

- limites de la gouvernance mondiale.

Le plan doit répondre directement au sujet.

### **Expliquer les mécanismes économiques**

Exemple :

taxe carbone → hausse du coût des activités polluantes → modification des comportements → réduction des émissions.

### **Utiliser des exemples précis**

Exemples efficaces :

- taxe carbone ;
- énergies renouvelables ;
- quotas de CO<sub>2</sub> ;
- Gilets jaunes ;
- COP ;
- pollution automobile ;
- dépendance aux énergies fossiles.

Les exemples rendent la copie plus concrète et plus crédible.

### **Les erreurs fréquentes à éviter**

À éviter :

- faire un discours militant sans raisonnement économique ;
- oublier les limites sociales ;
- parler uniquement du climat ;
- réciter le cours sans répondre à la question.

À faire :

- montrer les arbitrages ;
- nuancer ;
- expliquer les mécanismes économiques ;
- mobiliser des exemples précis et actuels.